

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 9 A LA CLD: LUNDI 28 SEPTEMBRE 2009

La première journée de la réunion de haut niveau de la CdP 9 à la CLD a démarré lundi 28 septembre, avec plus de 60 pays programmés pour participer aux trois tables rondes qui auront lieu pendant les deux jours de la réunion. Après les déclarations liminaires et celles des groupes régionaux et des groupes d'intérêt, le matin, 21 orateurs ont pris la parole durant une table ronde, tenue l'après-midi, sur l'évolution de la désertification, de l'érosion des terres et de la sécheresse (DLDD) à l'échelle mondiale. Des groupes de contact se sont réunis toute la journée pour élaborer des projets de décisions relatifs à la CST, au mandat du CRIC, au CRIC, à l'évaluation du GM par le CCI, au budget et aux mécanismes de coordination régionale (MCR).

REUNION DE HAUT NIVEAU

Le président de la CdP 9, Bibiloni, a ouvert la réunion de haut niveau, soulignant le besoin de hiérarchiser et de résoudre les questions débattues au sein de la CdP, vu que les problèmes urgents liés à la sécheresse, à la migration et aux inondations ne peuvent pas attendre le temps que prennent les négociations. Il a également mis en relief la nécessité d'une vision d'unité, "une seule vision, une seule orientation et un seul conducteur." Le secrétaire exécutif de la CLD, Luc Gnacadja, a livré un message du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, disant que les DLDD exacerbent la pauvreté et la vulnérabilité aux changements climatiques, et a parlé de la manière dont la GDT peut apporter des contributions essentielles à l'atténuation et au renforcement de la capacité de résistance, du développement économique et de la sécurité alimentaire. Gnacadja a ajouté que le Sommet extraordinaire sur les changements climatiques tenu à l'ONU illustre l'importance des ressources édaphiques pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et a indiqué que la Stratégie est essentielle pour l'amélioration des moyens de subsistance de plus de 2 milliards de personnes touchées.

Le président du CST, Kellner, a déclaré que plus de 120 chercheurs ont participé à la première Conférence scientifique, avec 200 délégués de pays, pour examiner la manière dont la science peut aider dans le domaine du S&E de la désertification et de l'érosion des terres. Le président du CRIC, Torres, a indiqué que les mandats et attributions du CRIC sont en cours de révision et qu'un nouvel outil de surveillance permettant d'évaluer régulièrement les progrès réalisés en utilisant des indicateurs de performance et d'impact, est en cours d'examen. Le président de la GC, Galil Hussein, a présenté un rapport concernant les travaux des groupes de contact sur: l'évaluation du MM par le CCI, le programme et budget de la Convention, les MCR, et le mandat du CRIC.

DECLARATIONS DES GROUPES REGIONAUX ET D'INTERET:

Le G-77/CHINE a déclaré qu'il ya de bonnes raisons d'évoluer vers des MCR et d'augmenter le budget de la Convention. L'UE: a indiqué que le renforcement des institutions et la coordination entre les donateurs sont essentiels pour la mobilisation des ressources, assortie d'une forte appropriation de la CLD par les parties concernées; a lancé un appel en faveur d'une plus

grande implication du secteur privé, et a déclaré que la CLD joue un rôle important dans l'inscription des questions touchant à la gestion des terres à l'ordre du jour de la Convention-cadre sur les changements climatiques.

Le GROUPE ASIATIQUE a mis en relief le renforcement des correspondants nationaux, a déclaré que le MCR devrait répondre aux besoins des parties de la région, et a encouragé la formation d'un consensus de manière à ce que la CdP 9 puisse être gardée en mémoire comme étant la réunion qui harmonise les institutions de la Convention pour renforcer la mise en œuvre. Le GROUPE AFRICAIN a souligné que la CdP 9 procéderait à l'examen de l'avenir du Secrétariat et du MM, à la réactivation des PAN et à l'orientation des activités du CST et du CRIC et a indiqué que la qualité du suivi est liée à la volonté politique de placer la lutte contre la désertification à un niveau plus élevé. Le GROUPE DES PAL, a déclaré: que la mise en œuvre est une tâche nationale, mais que la coordination régionale est essentielle et les MCR devraient être formels; que la CdP 9 doit donner au MM des instructions constructives pour améliorer son fonctionnement et que le MM doit travailler avec plus de transparence et d'imputabilité envers la CdP, et que le CRIC devrait être un organe permanent. L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE a souligné que le rôle mondial de la Convention ne peut être concrétisé que si les travaux de la Convention visaient l'érosion des terres dans toutes les annexes régionales, et a indiqué que l'amélioration des mécanismes de coordination régionale est essentielle à cet égard.

TABLE RONDE: Le président de la CdP 9, Bibiloni, a ouvert la table ronde sur "L'évolution de la désertification, de l'érosion des terres et de la sécheresse à l'échelle mondiale: liaison avec d'autres problèmes et défis posés aux décideurs et aux parties prenantes." Le co-président Hanny-Sherry Ayttey, ministre de l'environnement, de la science et la technologie, Ghana, a rappelé les effets exercés par les DLDD sur les moyens de subsistance. Les participants ont été invités à présenter leurs idées sur: le rôle que les Nations Unies peuvent jouer pour mettre un terme aux DLDD, ce que les décideurs peuvent faire pour aider la CLD, ce que les gouvernements peuvent faire pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire et de migration, et la manière dont la science et la technologie peuvent être utilisés pour fournir des conseils sur la façon de traiter les DLDD.

L'orateur principal, Jerry Lengoasa, sous-secrétaire général, Organisation météorologique mondiale, a mis en exergue la préparation à la sécheresse, les systèmes d'alerte précoce et la connaissance de la vulnérabilité, comme éléments clés des stratégies nationales contre les DLDD. Walter Ammann, président du Global Risk Forum, a modéré la table ronde.

La CHINE a mis l'accent: sur l'importance de la surveillance, la prévention et le contrôle de la désertification pour la lutte contre le changement climatique, et sur l'intégration de la mise en œuvre de la CLD dans les cadres de développement national. Le délégué a fait part de l'engagement de son pays à accroître le soutien aux pays africains dans le domaine de la lutte contre la désertification, dans le cadre du Forum sino-africain. Le MAROC a mis en relief: l'éducation et la sensibilisation, l'adaptation au changement climatique et le reboisement. Le PANAMA a indiqué que les tâches du CRIC doivent être renforcées, que la décision concernant le MM

ne doit pas être précipitée et que le FEM devrait assurer une répartition plus équitable des ressources entre les domaines d'intervention, entre les pays et entre les régions.

Ahmed Djoghlaïf, Secrétaire exécutif, Convention sur la diversité biologique, a rappelé le programme de travail conjoint avec le secrétariat de la CLD et a souligné l'importance pour les trois Conventions de Rio, de travailler en synergie. Bakary Kante, PNUE, a indiqué que le PNUE a aidé les conventions sur les substances chimiques à développer des synergies et vise désormais les conventions ayant trait à la biodiversité, pour s'assurer qu'elles réalisent les synergies.

CUBA a déclaré que les MCR devraient avoir un financement à travers la Convention et a souligné le rôle de l'échange d'expériences de mise en œuvre positive. L'AFRIQUE DU SUD a mis en exergue les processus coordonnés de recherche et scientifiques qui favorisent la participation des populations autochtones dans la science conventionnelle. ISRAËL a fait remarquer qu'avant d'examiner les évolutions des DLDD, la situation actuelle doit être connue, et a déploré l'absence d'un travail harmonisé au niveau mondial à cet égard. L'ÉRYTHÉE a déclaré que le Secrétariat de la CLD doit s'assurer que les pays aient accès aux ressources, aux connaissances et aux expériences, pour mettre en œuvre la Convention. CENSTA a indiqué que la conférence scientifique a été une initiative positive, mais que davantage doit être fait pour intégrer les connaissances traditionnelles et pour présenter des propositions opérationnelles.

L'ÉGYPTÉ a attiré l'attention sur la valeur économique des services écologiques. La NAMIBIE a mis l'accent sur: les nouvelles approches novatrices, la gestion intégrée des terres, les ressources financières, le transfert de technologie et les actions concertées et coordonnées. Le NEPAL a souligné la nécessité d'efforts intégrés et coordonnés à tous les niveaux et de disposer de ressources prévisibles et suffisantes. La TANZANIE a appelé un renforcement des capacités et des connaissances scientifiques et à l'élaboration de mécanismes novateurs pour obtenir des fonds. L'ARGENTINE a accordé la priorité à la normalisation des mesures et l'utilisation d'une méthodologie unificatrice dans le suivi et l'évaluation de la désertification, et à la conduite d'études économiques, telles que les coûts de l'inaction et les distorsions du marché par des subventions.

Le KENYA a souligné la nécessité d'une recherche ciblée, notamment sur les facteurs qui conduisent à l'érosion des terres, mais qui pourraient être modifiés par la politique gouvernementale. Le ZIMBABWE a déclaré que les parties doivent fixer des objectifs clairs pour arrêter les DLDD. Jan McAlpine, directeur, Secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), a parlé de la collaboration en cours entre le FNUF et le secrétariat de la CLD dans le traitement des données concernant le déficit du financement destiné à la gestion durable des forêts dans les pays à faible couvert forestier. Le SENEGAL a souligné la nécessité de systèmes d'alerte précoce.

Le délégué des PHILIPPINES a parlé des efforts fournis par son pays pour résoudre les principales lacunes au niveau des données et des connaissances, a remercié les délégués pour leurs témoignages de soutien suite au Typhon Ketsana, et a indiqué que cette catastrophe montre à quel point il est urgent de faire face au changement climatique. Le MALI a parlé de questions liées à la dégradation des plantations de coton, son deuxième produit d'exportation. La SYRIE a indiqué que la Convention devrait accorder une priorité à la question des tempêtes de sable.

La PALESTINE a parlé de la dégradation des terres et des défis liés à l'occupation des terres. Le SURINAM a souligné l'importance du transfert des connaissances, de la science et de la technologie. L'INDONÉSIE a suggéré le lancement d'une deuxième révolution verte en faveur des terres dégradées. Le coprésident Hasan Mahmud, ministre d'État chargé de l'environnement et des forêts, Bangladesh, a déclaré que la sécurité alimentaire, le déboisement et les DLDD sont des processus interdépendants.

DANS LES GROUPES DE CONTACT

MANDAT DU CRIC: Dans l'après-midi, le groupe de contact sur les procédures ou mécanismes institutionnels supplémentaires pour aider la Conférence des Parties à examiner régulièrement la mise en œuvre de la Convention a achevé sa deuxième lecture du projet de décision. Les participants examineront le mandat du CRIC figurant dans l'annexe de la décision, mardi. Ils ont convenu

que les réunions régionales jouent un rôle important dans le processus d'examen et ont remanié le texte demandant au secrétariat de revoir les dispositions relatives à la préparation des réunions régionales dans le cadre des préparatifs des réunions du CRIC. Ils ont convenu de reformuler le texte pour préciser que c'est la CdP, et non le CRIC, qui évalue la performance du CRIC.

CRIC: Le groupe de contact sur le CRIC a examiné un projet de décision concernant la collaboration avec le FEM. Les délégués ont supprimé les références au Cadre d'affectation des ressources (CAR), ont débattu de la manière d'aborder la stratégie du MM concernant la collaboration avec le FEM, et ont décidé de demander au MM de finaliser sa stratégie pour rendre opérationnel son rôle complémentaire à celui du FEM, comme demandé dans la Stratégie. Ils ont supprimé le libellé stipulant que le Secrétariat devrait récapituler des propositions de projets du FEM pour éviter de ralentir le cycle du projet.

MCR: Les participants ont examiné un projet de décision portant sur les mécanismes pour faciliter la coordination régionale de la mise en œuvre de la Convention. Les délégués ont examiné les paragraphes du préambule. Les questions abordées ont englobé l'évitement des doubles emplois entre les institutions impliquées dans la mise en œuvre de la Convention à tous les niveaux et le besoin d'une coordination entre le Secrétariat et le MM. Les délégués ont achevé leur première lecture des paragraphes du préambule et se concerteront avec les groupes régionaux sur la partie opérative, y compris les considérations budgétaires. Ils ont décidé d'examiner les propositions des groupes régionaux concernant les mécanismes pour faciliter la coordination régionale et une proposition du Secrétariat concernant des options fondées sur des preuves pour l'amélioration des dispositions de coordination régionale.

EVALUATION DU MM PAR LE CCI: Le groupe de contact a achevé une première lecture de la décision, samedi. Le lundi soir, les participants ont accompli de lents progrès, s'accordant sur le texte du préambule et sur les deux premiers paragraphes opératifs. Au sujet du premier alinéa, les parties ont examiné: le point de savoir si c'est le Secrétariat ou ce sont le MM et le Secrétariat, qui devraient élaborer le rapport de mi-parcours unique, le contenu du rapport, et si ce rapport devait être soumis aux réunions intersessions du CRIC. S'agissant du deuxième alinéa, les participants ont débattu de l'opportunité de demander au MM ou au Secrétariat d'élaborer des programmes de travail détaillés de mise en œuvre régionale, et ont divergé sur l'opportunité et la manière dont les régions pourraient apporter une contribution à ce processus et à quelle fréquence.

BUDGET: Ce groupe a examiné le projet de décision y afférent, les délégués s'accordant sur le préambule moyennant quelques modifications. Les paragraphes opératifs sur l'adoption des programmes de travail et sur le budget central n'ont pas été examinés, en attendant les décisions des autres groupes. Le paragraphe demandant au Secrétaire exécutif d'élaborer un budget et des programmes de travail fondés sur les résultats, pour l'exercice biennal 2010-2011, y compris des scénarios budgétaires à croissance nominale zéro et à croissance réelle zéro, a été accepté moyennant un amendement mineur.

CST: Ce groupe s'est réuni le samedi et le lundi. Les discussions ont porté sur les projets de décisions concernant les indicateurs, les résultats de la conférence scientifique et les 10 programmes du CST.

DANS LES COULOIRS

Les réunions du week-end et les travaux du lundi ont commencé à dépeindre les réalités de la négociation, les délégués ayant été entendus parler des implications budgétaires des diverses propositions. Les délégués des pays industrialisés n'ont pas lésiné à présenter leurs limites au vu de la crise économique actuelle et ont encouragé leurs collègues des pays en développement à établir des priorités parmi le large éventail des besoins déterminés. Certains se sont plaints des tentatives de certains délégués de micro-gérer la Convention lors de l'examen des programmes de travail chiffrés, tandis que d'autres ont souligné que les MCR, qui sont convoités par le G-77, ne sont pas encore chiffrés. Un délégué a toutefois clairement indiqué que seule une décision à "budget neutre" sur les MCR sera abordable à cette CdP.